

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'ÉPINAL

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

Service : Direction Générale des services

N° 2022/59

Interdiction de séjourner sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Thaon les Vosges

Le Président de la Communauté d'Agglomération d'Epinal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délibérations du conseil communautaire portant sur le règlement intérieur
de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Thaon les Vosges,

CONSIDERANT QUE :

Monsieur CHATELLE Pierre, a séjourné sur l'emplacement n°6 du 26/08/2020 au 23/12/2020 et du 27/09/2021 au 26/04/2022 sur l'emplacement n°7 ;
M. Pierre CHATELLE est entré sur le site sans droit ni titre ;
M. Pierre CHATELLE s'est branché illicitement sur l'arrivée d'eau ;
M. Pierre CHATELLE effectue de nombreux dépôts sauvages sur le site ;
M. Pierre CHATELLE a fracturé la porte de la gaine technique ;
M. Pierre CHATELLE a dégradé l'évacuation des sanitaires sur l'emplacement n°7 ;
M. Pierre CHATELLE a eu un comportement irrespectueux envers l'équipe de gestion ;
Qu'à la date du 23 novembre 2022, les dettes accumulées par Monsieur s'élèvent à 3.748,99 € ;

De tels comportements, contraire au règlement intérieur de l'aire d'accueil de Thaon les Vosges, se doivent d'être sanctionnés ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - La famille de Pierre CHATELLE est interdite de séjour sur l'aire d'accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération d'Epinal, située à Thaon les Vosges, pour une durée de 8 mois.

ARTICLE 2 - Passé ce délai, la famille pourra stationner sur l'aire si et seulement si l'ensemble des dettes, conformément au règlement intérieur aura été soldé auprès du gestionnaire Saint Nabor Service, et si la famille s'engage à respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 4 - Le gestionnaire de l'aire et les agents de la force publique seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera réprimée conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du Code Pénal.

Epinal, le 23 novembre 2022
Le Président,



Michel HEINRICH